

NOM : _____
PRENOM : _____
GROUPE : _____

F. Follie
EISTI – 2^{ème} année
Janvier 2012

EXAMEN DE DROIT - RATRAPAGE

QCM

Durée : 1 heure

Aucun document n'est autorisé

L'usage de la calculatrice n'est pas permis

Votre travail : veuillez répondre aux questions suivantes en cochant la ou les réponses exactes. Attention, une question peut donc admettre plusieurs réponses.

Un bonus sera attribué pour chaque réponse correcte donnée aux questions supplémentaires.

1. Quelle(s) serai(en)t la/les juridiction(s) compétente(s) pour traiter du litige suivant : votre ami vous doit la somme de 4.500 € et vous souhaitez agir en justice pour recouvrer cette dette.

- Tribunal de police
- Cour de cassation
- Tribunal d'instance
- Tribunal de grande instance
- Juge de proximité

2. En cas de conflit de compétence entre les deux ordres de juridictions, est compétent :

- Le Tribunal des conflits
- La Cour de cassation
- Le Conseil d'Etat
- Aucune de ces juridictions

3. Quelle(s) serai(en)t la/les juridiction(s) compétente(s) pour traiter du litige suivant : vous habitez Paris, et êtes propriétaire d'un appartement sis à Versailles que vous avez mis en location. Votre locataire a un impayé locatif de 5.000 €.

- Tribunal de Grande Instance de Paris
- Tribunal de Grande Instance de Versailles
- Cour d'appel
- Tribunal d'instance de Paris
- Tribunal d'instance de Versailles

Justifiez votre réponse :

4. La loi des 16 et 24 août 1790 pose le(s) principe(s) suivant(s) :

- La réunion de l'ordre judiciaire et administratif
- La séparation entre l'ordre judiciaire et administratif
- L'égalité des citoyens devant la justice
- La gratuité de la justice
- La publicité des décisions de justice

5. La responsabilité civile a pour but :

- L'obtention de dommages et intérêts
- Le prononcé d'une peine
- L'obtention de dommages et intérêts et le prononcé d'une peine

6. La personne morale peut être condamnée pénalement :

- À une peine d'amende
- À une peine d'emprisonnement
- L'amende est toujours encourue

7. Lors d'une obligation de moyens :

- Le débiteur de l'obligation doit tout mettre en œuvre pour atteindre un résultat, mais sans pouvoir le garantir
- Le débiteur doit garantir le résultat
- Le créancier de l'obligation ne peut engager la responsabilité du débiteur que s'il prouve sa faute
- Le débiteur de l'obligation ne peut s'exonérer qu'en démontrant un cas de force majeure

8. La violence peut être :

- Commise par un tiers au contrat
- Physique
- Morale
- Economique

9. Quelle(s) est (sont) la (les) affirmation(s) exacte(s) parmi celles-ci-dessous énoncées ?

- Le cyberconsommateur est irrévocablement lié dès la passation de la commande.
- Le cyberconsommateur bénéficie d'un délai de rétractation de 10 jours
- Aucune de ces affirmations n'est exacte

10. Quelle(s) est (sont) la (les) affirmation(s) inexacte(s) parmi celles-ci-dessous énoncées ?

- Protection par droit d'auteur est synonyme de propriété industrielle
- La base de données peut être protégée par l'action en contrefaçon
- L'auteur bénéficie d'un droit moral pendant 70 ans

11. Un arrêt d'une Cour d'appel peut :

- Casser et annuler
- Rejeter
- Etre confirmatif
- Etre infirmatif

12. Un employeur qui installe des caméras de vidéosurveillance :

- Doit avoir un motif légitime pour le faire
- N'a pas à justifier de motif pour le faire
- Doit informer préalablement ses salariés
- N'a pas besoin d'informer ses salariés au préalable

13. Le titulaire d'un brevet :

- Se voit reconnaître un monopole d'exploitation durant 10 ans ; passé ce délai, l'invention tombe dans le domaine public et peut être exploitée par tout intéressé
- Se voit reconnaître un monopole d'exploitation durant 20 ans ; passé ce délai, l'invention tombe dans le domaine public et peut être exploitée par tout intéressé
- Se voit reconnaître un monopole d'exploitation de façon perpétuelle

14. Le contrat électronique :

- Doit remplir les conditions de validité des contrats
- Doit remplir des conditions de validité qui lui sont propres
- Engage, pour le cybercommerçant, une obligation de moyen

Question Bonus : quels sont les conditions de validité d'un contrat ? Décrivez en illustrant votre réponse

15. Toute exploitation sans autorisation préalable du titulaire d'une marque protégée :

- Constitue le délit d'abus de confiance
- Constitue le délit de contrefaçon
- Est passible d'une peine de 3 ans d'emprisonnement et de 300.000 € d'amende
- Est passible d'une peine de 5 ans d'emprisonnement et de 375.000 € d'amende

16. La CNIL est :

- La Commission de l'Informatique et des Libertés
- Le Comité National de l'Informatique et des Libertés
- Une autorité administrative indépendante
- Une autorité gouvernementale

17. La CNIL a pour mission de :

- Réaliser des contrôles dans les entreprises
- Infliger des amendes aux entreprises qui ne respectent pas la loi
- Informer les juridictions pénales d'éventuelles infractions
- Recevoir les déclarations de fichiers

18. Quelle source prévoit les étapes du processus de contractualisation électronique ?

- La LCEN (loi pour la confiance dans l'économie numérique)
- La loi Informatique et Libertés
- Le Code civil
- Le Code de commerce

19. Une clause abusive :

- Peut figurer dans tous les types de contrats
- Ne concerne que le droit de la consommation
- Est réputée non écrite
- Entraîne la nullité du contrat

20. Un salarié :

- A le droit d'envoyer des courriels personnels durant son temps de travail
- N'a pas le droit d'envoyer des courriels personnels durant son temps de travail
- Peut recevoir une sanction disciplinaire s'il ne respecte pas la Charte informatique de l'employeur, dans tous les cas
- Ne peut être licencié en cas de non-respect de la Charte informatique de l'employeur, que si une sanction disciplinaire est prévue à cet égard, notamment dans le règlement intérieur

NOM : _____

PRENOM : _____

GROUPE : _____

F. Follie

EISTI – 2^{ème} année

Vendredi 13 janvier 2012

EXAMEN DE DROIT

QCM

Durée : 1 heure

Aucun document n'est autorisé

L'usage de la calculatrice n'est pas permis

Votre travail : veuillez répondre aux questions suivantes en cochant la ou les réponses exactes. Attention, une question peut donc admettre plusieurs réponses.

Un bonus sera attribué pour chaque réponse correcte donnée aux questions supplémentaires.

1. Quelle serai(en)t la/les juridiction(s) compétente(s) pour traiter du litige suivant : vous contestez la construction d'une autoroute, dont le tracé prévoit de la faire passer à côté de votre maison.

- Tribunal correctionnel
- Cour de cassation
- Tribunal administratif
- Tribunal des conflits
- Tribunal d'instance

2. Pèse(nt) sur le cybercommerçant :

- Une obligation de respect de l'ordre public et des bonnes mœurs
- Une obligation de respect de la vie privée
- Une obligation de loyauté et de transparence
- Aucune de ces obligations

3. Quelle serai(en)t la/les juridiction(s) compétente(s) pour traiter du litige suivant : un concessionnaire automobile dont la boutique se trouve à Paris souhaite réclamer le paiement d'une facture d'un montant de 20.000 € restée impayée par une société cliente dont le siège social est à Marseille.

- Tribunal de Grande Instance de Paris
- Tribunal de Grande Instance de Marseille
- Cour d'appel
- Tribunal de Commerce de Paris
- Tribunal de Commerce de Marseille

Justifiez votre réponse :

4. En cas de contrefaçon, le contrefacteur engage :

- Sa responsabilité civile
- Sa responsabilité pénale
- Sa responsabilité civile et pénale
- Aucune de ces réponses n'est juste

5. Ces éléments de présentation d'un site Internet peuvent être protégés par le droit d'auteur :

- Graphisme
- Animation, arborescence
- Liens hypertextes
- Nom de domaine

6. Parmi ces affirmations, lesquelles sont inexactes ?

- Est abusive une clause du contrat électronique prévoyant un délai de livraison inférieur à 30 jours.
- L'offre commerciale est un contrat
- La publicité comparative est interdite
- Garantie de conformité et garantie des vices cachés sont des expressions synonymes
- Aucune de ces propositions n'est inexacte

7. Une charte informatique :

- Est un document récapitulant les règles à respecter quant à l'usage de l'informatique, d'Internet et plus généralement des techniques de l'information et de la communication dans l'entreprise
- Est obligatoirement négociée avec les représentants du personnel
- Peut être décidée unilatéralement par l'employeur

8. Qu'est qu'une affaire jugée en premier et dernier ressort ?

- Un jugement rendu par un tribunal et qui n'est pas susceptible d'appel
- Un jugement rendu par un tribunal et qui n'est pas susceptible de pourvoi
- Un jugement spécifique au droit commercial
- Un jugement soumis au contrôle éventuel de la Cour de Cassation

9. Quelle sont les caractéristiques de la Cour de Cassation ?

- Est une juridiction régionale
- Vérifie la bonne application du droit
- Rend un jugement en premier et dernier ressort
- Est la plus haute juridiction administrative
- Est la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire

10. En droit privé, un engagement peut être :

- Perpétuel
- A durée déterminée
- A durée indéterminée
- A exécution successive
- A exécution immédiate

11. Parmi ces affirmations, laquelle (lesquelles) est (sont) exacte(s) ?

- Une obligation de résultat oblige à obtenir le résultat prévu au contrat
- Une obligation de moyen oblige à faire tout ce qui est possible pour obtenir le résultat prévu au contrat
- Le médecin est tenu d'une obligation de résultat
- Le transporteur est tenu d'une obligation de moyen
- Le prestataire de service d'un commerce électronique est tenu d'une obligation de résultat

12. Parmi les réponses suivantes, laquelle (lesquelles) n'est (ne sont) pas une (des) infraction(s) pénales (s) ?

- L'escroquerie
- Le dol
- L'abus de confiance
- L'abus de position dominante

13. La clause fixant dans le contrat le montant des dommages-intérêts en cas d'inexécution est :

- Une astreinte
- Une clause pénale
- Une clause résolutoire
- La clause de réserve de propriété
- Aucune de ces réponses n'est exacte

14. Le consentement libre et éclairé : parmi les propositions suivantes, laquelle ou lesquelles sont justes ?

- En présence de vice du consentement, le contrat n'est pas valablement formé et pourra être annulé
- Les parties doivent s'engager en connaissance de cause et sans contrainte
- L'incapacité juridique permet de protéger les mineurs et les majeurs incapables contre des engagements qui leur seraient défavorables

Question Bonus : quels sont les vices du consentement ? Détaillez en illustrant votre réponse

15. Parmi les propositions suivantes laquelle ou lesquelles est (sont) des exemples de réticence dolosive ?

- Un vendeur de voiture modifie le kilométrage sans le signaler à l'acheteur
- Le cousin du vendeur d'une maison, qui organise la visite, omet d'informer l'acheteur de graves problèmes d'infiltration d'eau
- Un vendeur de terrain ne dit pas qu'il est inconstructible

16. Dans quels cas peut intervenir la résiliation d'un contrat ?

- Dans le cas d'un contrat à exécution successive
- Dans le cas d'un contrat de bail
- Dans le cas d'un contrat à exécution immédiate
- Dans tous les types de contrats

17. La responsabilité délictuelle concerne :

- Les auteurs d'une infraction pénale particulière, à savoir le délit
- Les tiers au contrat qui ont subi un préjudice dont ils veulent obtenir la réparation
- Est soumise à une prescription de 10 ans
- Peut notamment être fondée sur la faute

18. Une peine pénale peut être résolue en :

- Une amende
- Une peine d'emprisonnement
- Un travail d'intérêt général
- L'interdiction de certains droits
- Des dommages-intérêts

19. Quelles est (sont) la (les) affirmation(s) exacte(s) parmi les suivantes :

- L'auteur bénéficie d'un droit moral pendant 50 ans
- L'auteur bénéficie d'un droit patrimonial pendant 20 ans
- Pour bénéficier de la protection par le droit d'auteur, il faut déposer l'œuvre
- Les droits patrimoniaux comprennent le droit de reproduction et de représentation de l'œuvre

20. Un employeur, lors d'un recrutement :

- A le droit de collecter, stocker, et traiter toutes les informations concernant les candidats
- A le droit de collecter, stocker, et traiter toutes les informations concernant les candidats, si ceux-ci sont informés
- A le droit de collecter, stocker, et traiter les seules les informations nécessaires à l'évaluation du candidat pour le poste concerné